

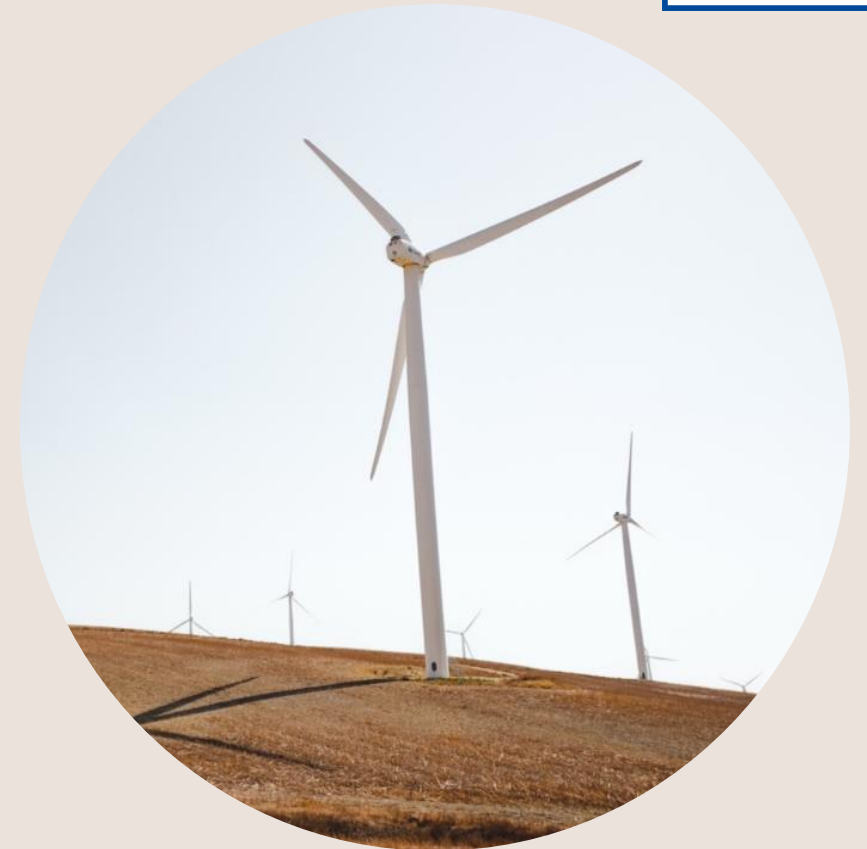


**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

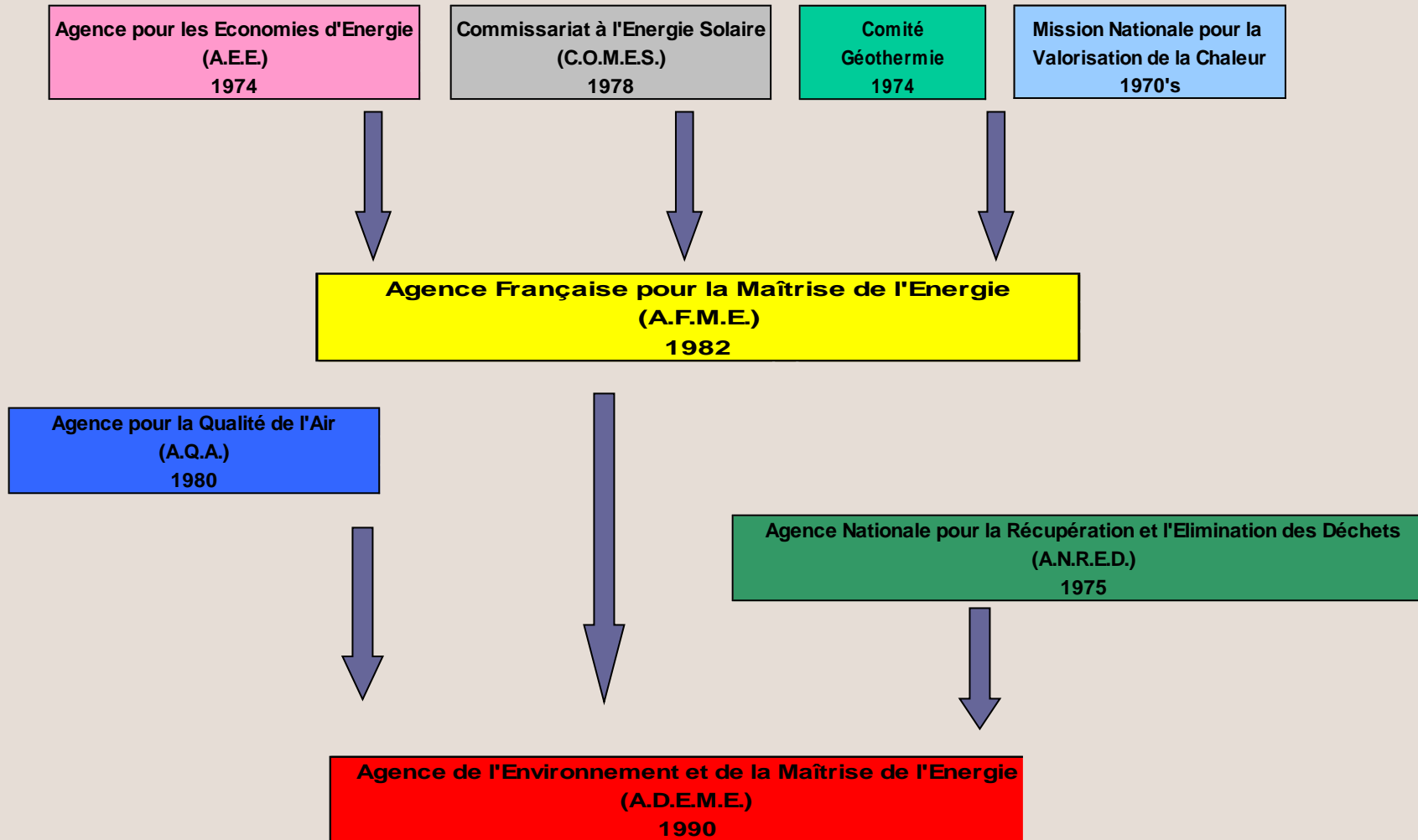


## Les archives de l'ADEME, au cœur des enjeux environnementaux



Rencontres annuelles des archivistes des Grands corps et opérateurs de l'Etat - Damien FERRERO – 27 mars 2024

## D'une agence d'objectifs à un opérateur incontournable du MTECT

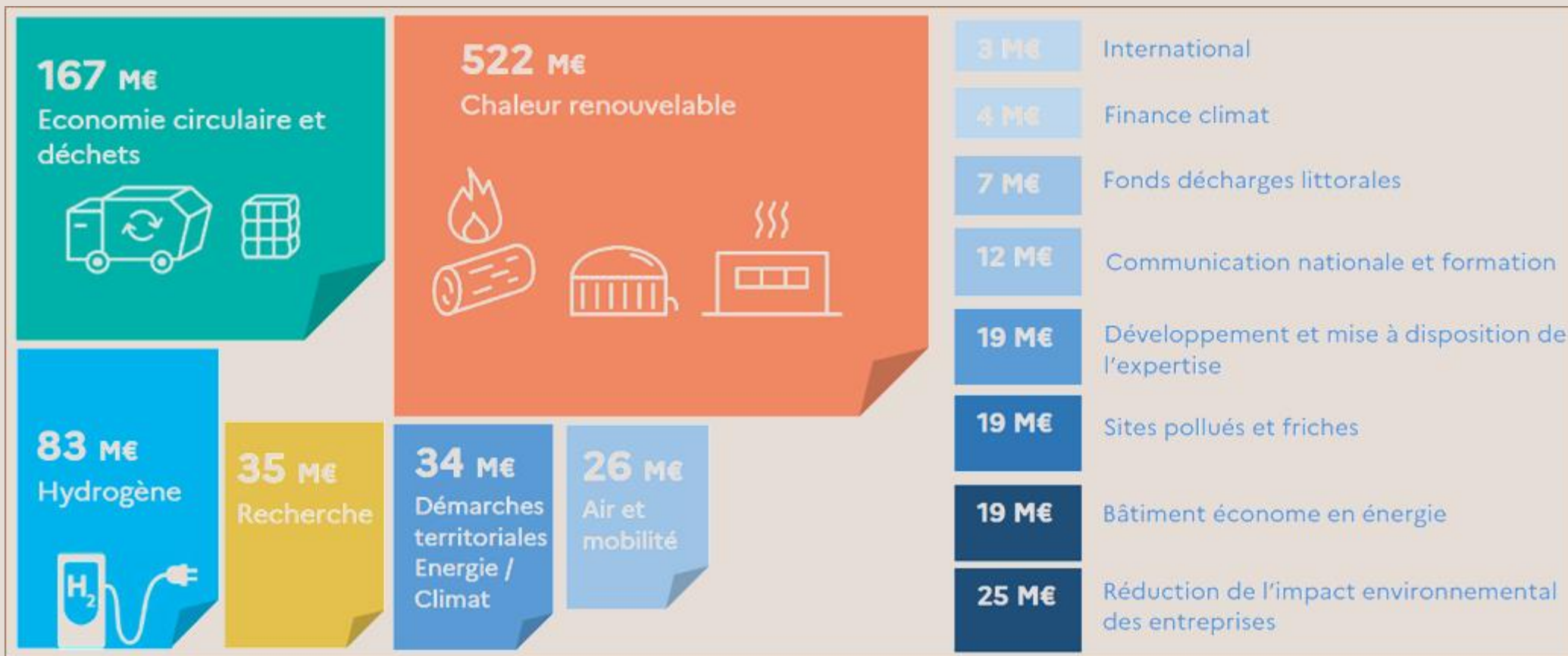


## Rôle et statut de l'ADEME

Définis par le décret du **26/07/1991** : C'est un E.P.I.C. placé sous la tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'environnement et de l'énergie et dont la mission est de **“susciter, animer, coordonner, faciliter et, le cas échéant, réaliser toutes opérations ayant pour objet :**

- La prévention et la lutte contre la pollution de l'air ;
- La limitation de la production de déchets, leur élimination, leur récupération et leur valorisation, la protection des sols et la remise en état des sites pollués ;
- La réalisation d'économies d'énergie et de matières premières et le développement des énergies renouvelables, notamment d'origine végétale ;
- Le développement d'énergies propres et économes ;
- La lutte contre les nuisances sonores.”

## Répartition des crédits d'intervention 2022 de l'ADEME par programme budgétaire



## ADEME 2022

<u>Budget (réalisé) :</u>	Budget incitatif	973 M€
	Budget de moyens	110 M€
	Ressources externes	43 M€
	Plan de relance	354 M€
	Budget annexe	10 M€
	Fonds décarbonation de l'industrie	383 M€
	Investissements d'avenir et France 2030	224 M€
	Autres opérations gérées en compte de tiers	2 M€
	Total :	<hr/> 2 099 M€

Effectifs : 1220 collaborateurs dont 498 en régions

Implantations : 3 sites centraux : Angers (49), Montrouge (92), Valbonne (06)

17 directions régionales réparties sur 27 implantations

3 représentations territoriales

## Statut des archives de l'ADEME

L'ADEME, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) est, de ce fait, soumise à l'article L 211-4 du Code du Patrimoine qui stipule que les documents qui procèdent de l'activité des établissements et entreprises publiques sont des archives publiques. C'est pourquoi les documents produits par l'ADEME sont placés sous le contrôle du service interministériel des archives de France qui aide, conseille et contrôle le travail de l'archiviste et qui reçoit le versement des archives historiques de l'agence.

Cependant, si les sites centraux de l'ADEME doivent verser leurs archives historiques aux Archives nationales et faire viser leurs demandes d'éliminations au SIAF, la circulaire DGP/SIAF/2010/020 du 25 novembre 2010 relative au contrôle et à la collecte des archives des opérateurs de l'État rappelle que les délégations d'établissements publics nationaux doivent verser leurs archives historiques et faire viser les éliminations aux services d'archives départementales à deux conditions :

- les services d'archives départementales concernés n'acceptent que des versements d'archives historiques ;
- ces mêmes services sont en droit de refuser les versements s'ils ne disposent pas de la place nécessaire à leur stockage.

Par conséquent, les archives produites par les directions régionales de l'ADEME sont, quant à elles, placées sous le contrôle des services d'Archives départementales qui reçoivent leurs versements d'archives historiques et délivrent les visas d'élimination.

Aucune convention n'est nécessaire entre les directions régionales et les services d'archives départementales puisque ce n'est qu'une application du Code du Patrimoine. C'est cependant à l'ADEME qu'il incombe de conserver le temps nécessaire ses archives intermédiaires.

## SERVICE INTERMINISTÉRIEL DES ARCHIVES DE FRANCE



Archives nationales



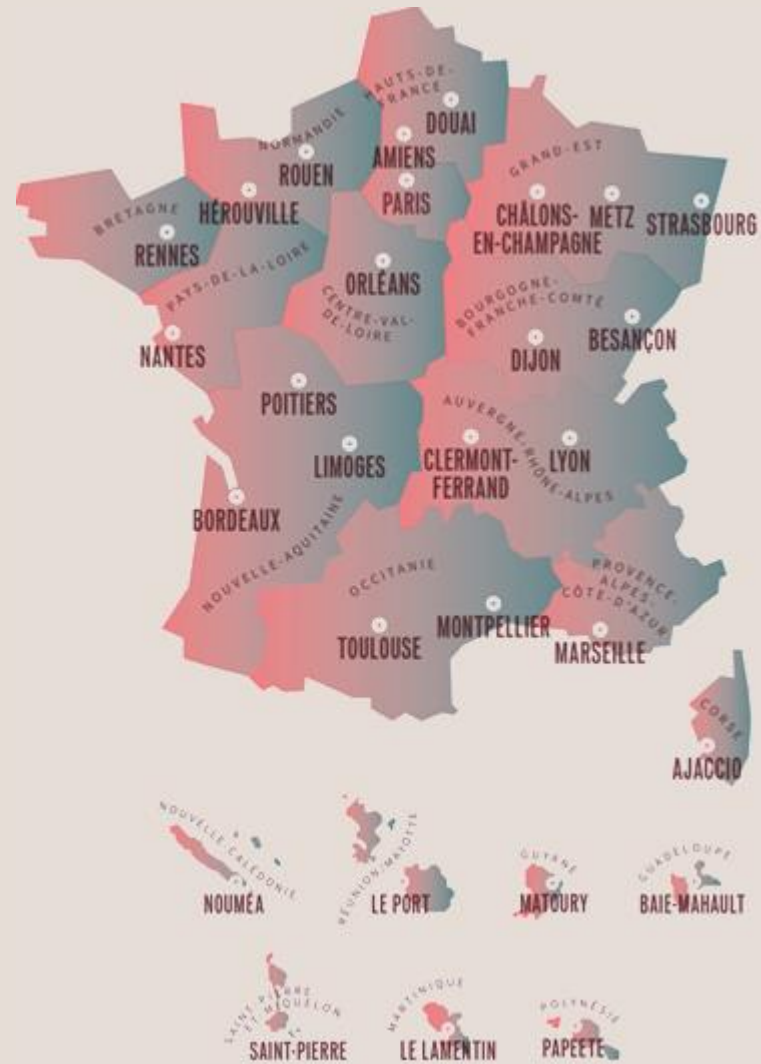
Sites Centraux  
(Angers, Montrouge, Valbonne)

Archives départementales



Directions Régionales  
Représentations Territoriales

## Les implantations régionales de l'ADEME





## Extrait d'un tableau de ventilation des subventions régionales

N° contrat	Type de contrat	Titre	Montant engagé	Coût total	Signataire	Date solc	Gestionnaire	Commentaire Df	Choix AD 3F
<b>Aides et subventions Energie</b>									
<b>Programmation énergétique en Bretagne/Observatoire (aides aux études et à l'investissement)</b>									
225077	Marché simple	Assistance méthodologique à la réalisation de deux études de programmation énergétique locale à Rennes et en Bretagne Centrale	45 821,80	46 219,60	INTERNATIONAL CONSEIL ENERGIE	2004	ADEME		
225112	Marché simple	Etude de programmation énergétique régionale	30 617,60	30 618,00	INTERNATIONAL CONSEIL ENERGIE	2004	ADEME	Etude à portée régionale	
0425C0277	Marché simple	Suite de l'étude de programmation énergétique régionale : définition d'une stratégie pour le développement des ressources locales et réalisation du bilan de CO2	26 312,00	26 312,00	INTERNATIONAL CONSEIL ENERGIE	2006	ADEME	Etude à portée régionale	
0725C0436	Marché simple	Assistance à la définition d'une stratégie régionale sur la mise en oeuvre de politiques énergétiques territoriales et rédaction d'un note méthodologique.	4 305,60	4 305,60	LE FOLL PIERRE YVES	2008			
0825C0374	Lettre d'achat	Mission d'assistance à la définition des actions territoriales	4 305,60	4 305,60	LE FOLL PIERRE YVES	2008			
0825C0379	ACL-Conv. hors CFA	Mise en oeuvre d'un observatoire régional de l'énergie	39 060,83	80 000,00	GIP BRETAGNE ENVIRONNEMENT	2012	ADEME		
1025C0428	ACL-Décis. hors CFA	Observatoire régional de l'énergie : programme d'actions 2010	40 000,00	140 500,00	GIP BRETAGNE ENVIRONNEMENT	2011	ADEME		
1025C0970	ACL-Décis. hors CFA	Observatoire Régional de l'Energie : programme d'actions 2011	45 000,00	151 424,00	GIP BRETAGNE ENVIRONNEMENT	2012	ADEME		
1025C0979	Marché simple	Elaboration de cartographies sur le suivi et l'évolution de l'animation territoriale sur l'énergie en Bretagne	3 825,00	3 825,00	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE	2011	ADEME		
1125C0505	Marché simple	Création d'un observatoire régional des consommations énergétiques du patrimoine des collectivités locales en Bretagne	33 925,00	33 925,00	FOUGERES PAYS EN MARCHE	2013	ADEME		
1125C0901	Marché simple	Etude pour le développement des projets de stockage d'énergie en Bretagne	35 802,25	35 802,26	ENEA CONSULTING SAS	2013	ADEME	Etude à portée régionale	
1125C0982	ACL-Décis. hors CFA	Observatoire régional de l'énergie : programme d'actions 2012	45 000,00	151 225,00	GIP BRETAGNE ENVIRONNEMENT	2013	ADEME		

ENERGIE

DECHETS

AIR ET BRUIT

DEVELOPPEMENT DURABLE

COMMUNICATION-FORMATION

TRANSPORT

ELIMINATION

+

# Etat détaillé des versements aux Archives nationales



Agence de l'Environnement  
et de la Maîtrise de l'Énergie  
*Bureau des archives*



Service interministériel  
des Archives de France  
*Bureau des Missions*

## État détaillé des versements de l'ADEME et des établissements antérieurs aux Archives nationales



Version :	1	2						
Date :	04/06/2020	13/06/2022						

## Sommaire

Agence pour les économies d'énergie .....	5
Délégation aux énergies nouvelles .....	26
Délégation aux économies de matières premières .....	29
Commissariat à l'énergie solaire .....	39
Comité Géothermie .....	49
Agence française pour la maîtrise de l'énergie .....	52
Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois .....	71
Association pour l'avenir du personnel titulaire de l'AFME .....	75
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets .....	79
Agence pour la qualité de l'air .....	86
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie .....	91
Annexe 1 : Schéma représentant les différentes fusions des agences ayant donné naissance à l'ADEME .....	105
Annexe 2 : Tableau récapitulatif des versements .....	106
Sigles et acronymes .....	109
Index des noms de personnes .....	113

## Affiche de promotion du charbon par l'AFME

**QUETIGNY,**  
UNE VILLE NEUVE  
SE MET AU  
**CHARBON**

**LE PROBLÈME**  
UN RÉSEAU DE CHALEUR DESERTT TOUTE LA VILLE.  
LE PRIX DU FIOUL S'ENVOLE.  
ÉTUDE PRÉALABLE À L'APPEL, LA MUNICIPALITÉ CHOISIT LE CHARBON.

**LA SOLUTION**  
CHAUDIÈRE CARGO 9 300 KW À GRILLE FAMA.  
ALIMENTATION PAR MISHORANE, VICRIST.  
ÉVACUATION DES SCORIES PAR CHASSE HYDRAULIQUE.  
DÉPÔSÉRIEUR PNEUMATIQUE PRAT DANBELL.  
RÉGULATION ET TÉLÉCOMMANDE AUTOMATIQUE PAR ORDINATEUR.

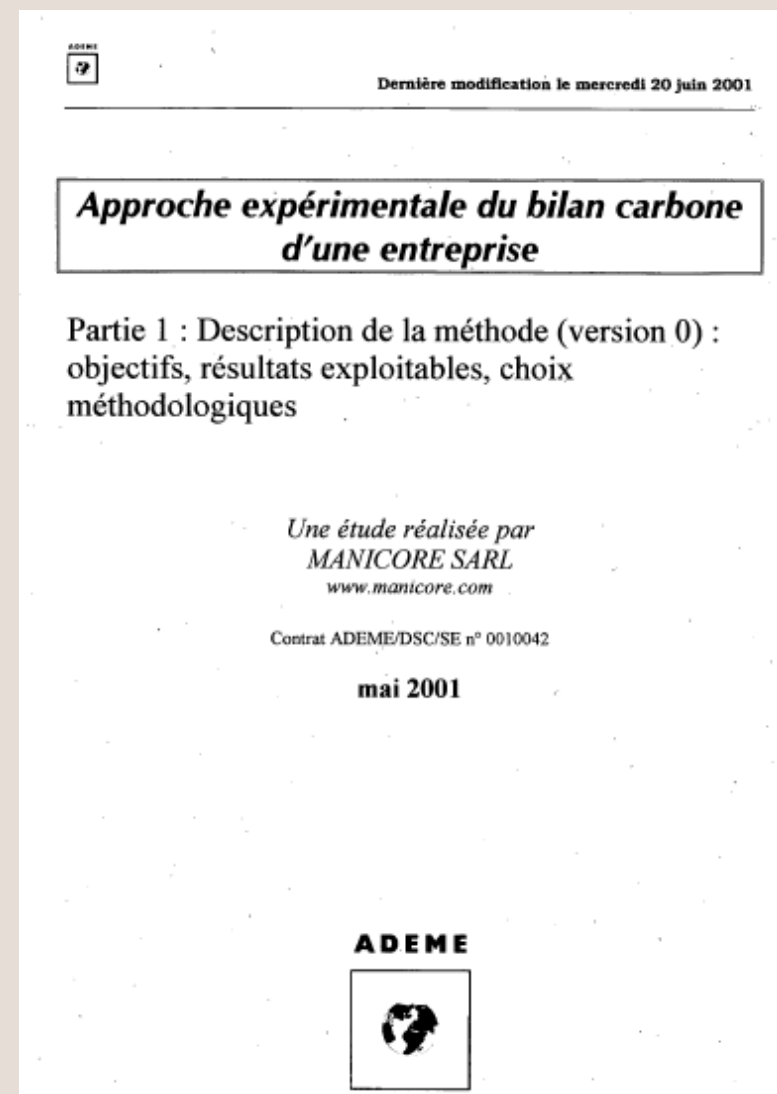
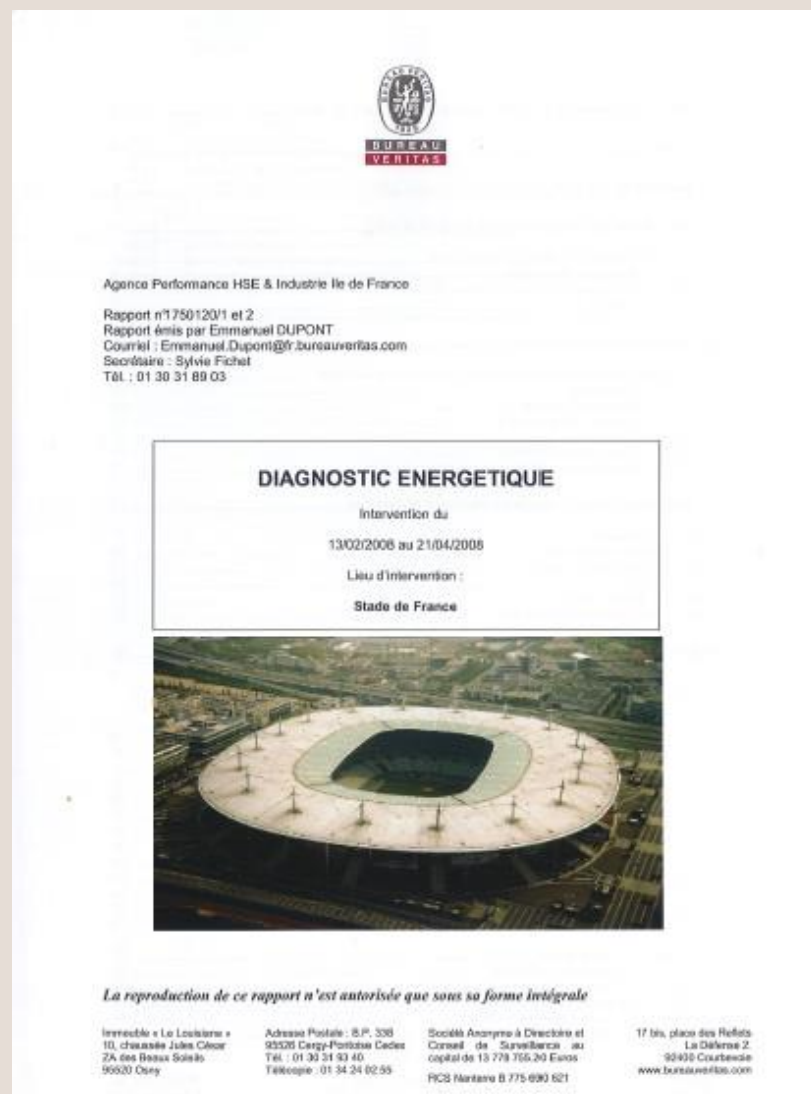
**BILAN ÉNERGÉTIQUE**  
LE CHARBON COUVRE 70 % DES BESOINS : 3 540 TEP/AN SOIT 5 600 TONNES  
DE GRANDES DE BLANCY.  
LES CHAUDIÈRES FIOUL CONSERVÉES, ASSURENT L'APPOINT 11 345 TEP/AN ET  
GARANTISSENT UNE SÉCURITÉ ABSOLUE EN CAS DE PANNE.

**BILAN FINANCIER**  
INVESTISSEMENT RÉEL : 8 230 000 F.  
ÉCONOMIE ANNUELLE 4° 810 = 2 348 000 F.  
TEMPS DE RETOUR BRUT : 3,5 ANS AVANT SUBVENTION.  
CETTE OPÉRATION BÉNÉFICIE D'UNE SUBVENTION DE 2 385 000 F DANS LE  
CADRE DU FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX.

AGENCE FRANÇAISE  
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

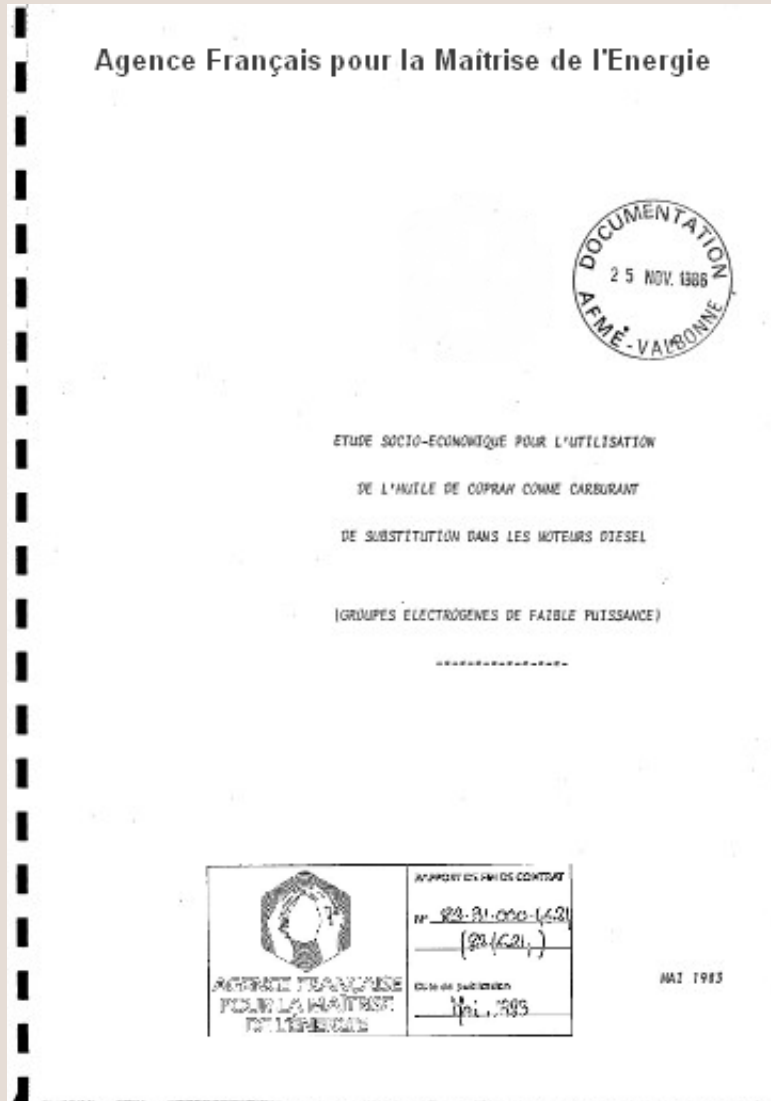
## Implication des politiques



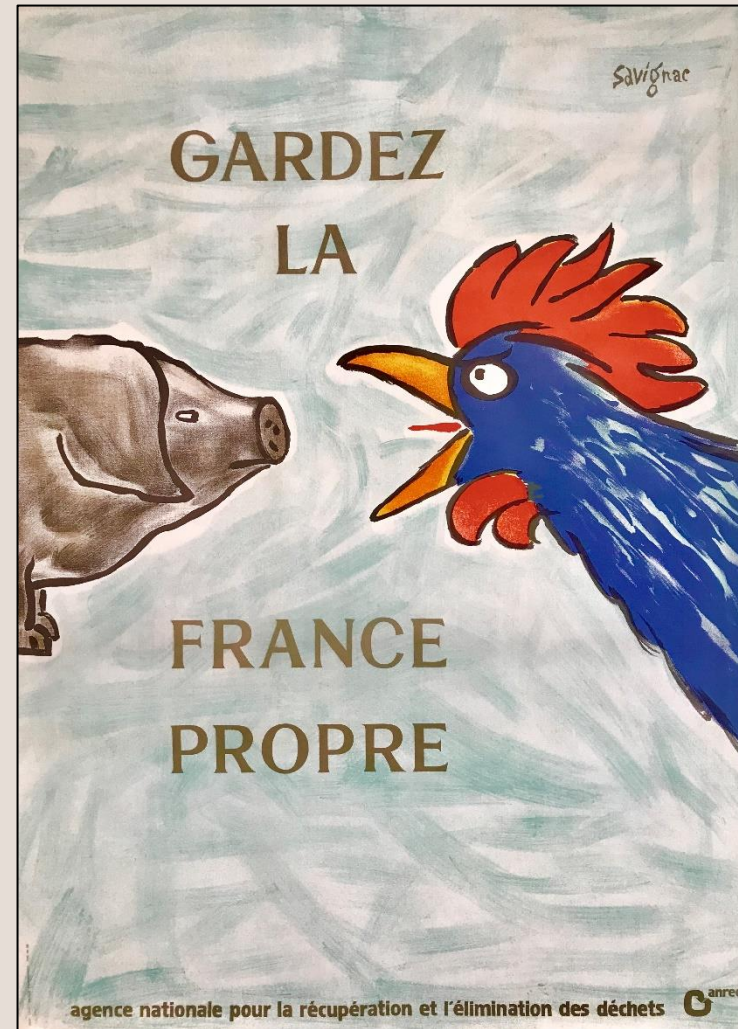




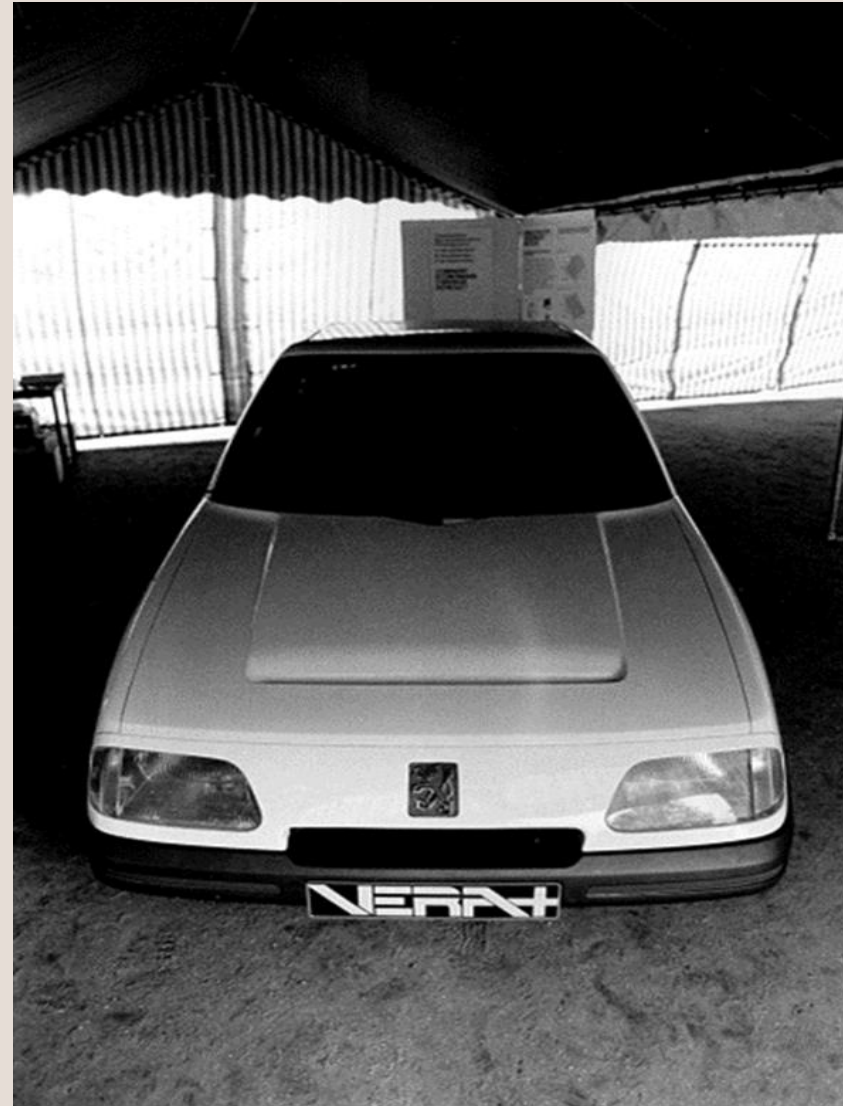
## Archives techniques et scientifiques



## Affiches de sensibilisation

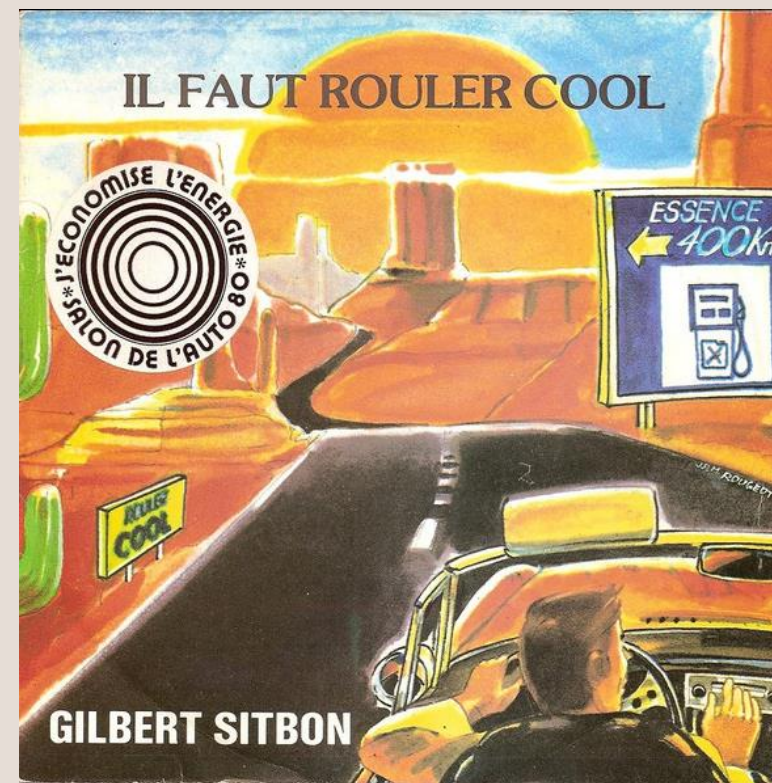


## Archives photographiques





## Objets



## Archives audiovisuelles



**MERCI POUR VOTRE ATTENTION !**

